

Les populations continuent de fuir les sévices au Burundi, selon l'IRRI

@rib News, 24/08/2017 – Source AFP Les Burundais continuent de fuir leur pays en raison des sévices infligés par Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice, bien que Bujumbura insiste que plusieurs regagnent le pays. Selon le rapport de l'Initiative internationale pour les droits des réfugiés (International Refugee Rights Initiative - IRRI), les meurtres et les disparitions forcées de ceux qui ne seraient pas en faveur du régime continuent à être perpétrés par les Imbonerakure ("ceux qui voient de loin" en kirundi).

Des témoignages de Burundais arrivés en Ouganda entre mars et juin 2017 remettent en question les affirmations du gouvernement burundais, qui demande aux réfugiés de "regagner la patrie car la paix et la sécurité ont été retrouvées ensemble du territoire", selon l'IRRI. Le rapport montre que si certaines personnes rentrent au Burundi, le nombre de nouveaux arrivants dans les pays voisins dépasse de loin celui de ceux rentrés au Burundi. "Les réfugiés ont raconté d'horribles histoires de viols, de torture et de tueries de la part des Imbonerakure et des forces de sécurité burundaises, ciblant les membres de l'opposition, mais aussi de simples citoyens", a affirmé Thijs Van Laer, responsable à l'IRRI. "Si les autorités burundaises souhaitent sérieusement promouvoir le retour des réfugiés, elles doivent maîtriser les Imbonerakure" et garantir que les abus commis depuis le début de la crise politique seront punis, a-t-il précisé. Le Burundi traverse une crise violente depuis la décision en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année. Des manifestations avaient alors été violemment réprimées et le coup d'État manqué en mai 2015 a fait basculer le pouvoir dans une répression systématique. Les violences ont déjà fait de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), et ont poussé à l'exil plus de 425.000 Burundais. L'ONU a depuis accusé Bujumbura de graves violations des droits et mis en garde contre un risque de génocide. Le président Nkurunziza y avait effectué en juillet un rare déplacement où il avait affirmé qu'"aujourd'hui, le Burundi est en paix", appelant ses frères et sœurs réfugiés en Tanzanie à rentrer au Burundi". Selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), 275.000 Burundais se sont réfugiés en Tanzanie. Quelque 86.000 ont fui au Rwanda, et près de 150 personnes y arrivent chaque semaine, selon le HCR.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});